

LES AGENTS DES IEG NE SONT PAS UN COÛT ILS SONT LA RICHESSE, ILS CRÉENT TOUT. SANS EUX, LE SERVICE PUBLIC S'ARRÊTE !

Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent les monstres : un système énergétique en crise, un gouvernement qui détourne le débat, et des attaques qui surgissent dans l'entre-deux.

C'est dans ce contexte que la Cour des comptes ne fixe pas un diagnostic neutre. Elle construit des attaques sous forme d'une feuille de route patronale. Soyons clairs, les 13 recommandations de la Cour ne sont pas un audit technique, c'est une offensive globale contre le statut IEG. Elles frappent sur 4 blocs :

- **Faire payer davantage les agents en s'attaquant au **Tarif Agent**,**
- **Réduire les salaires et affaiblir les droits,**
- **Augmenter le temps de travail,**
- **Casser les protections statutaires.**

Nous reviendrons sur chacune de ces mesures, une par une, sans rien laisser passer. Mais aujourd'hui, arrêtons-nous sur ce qui est au cœur de la manipulation gouvernementale et du rapport de la Cour des comptes : **LE TARIF AGENT**.

La Cour ne démontre jamais que toucher au Tarif Agent ferait baisser la facture des usagers : Par contre en Aout 2025, lorsque la TVA sur l'abonnement est passée de 5,5 % à 20 %, les factures ont augmenté, donc :

- L'écart de TVA représente 300 € par an pour un foyer moyen.
- Le Tarif Agent, lui, représente moins de 20 € par an sur une facture de 2 000 €.

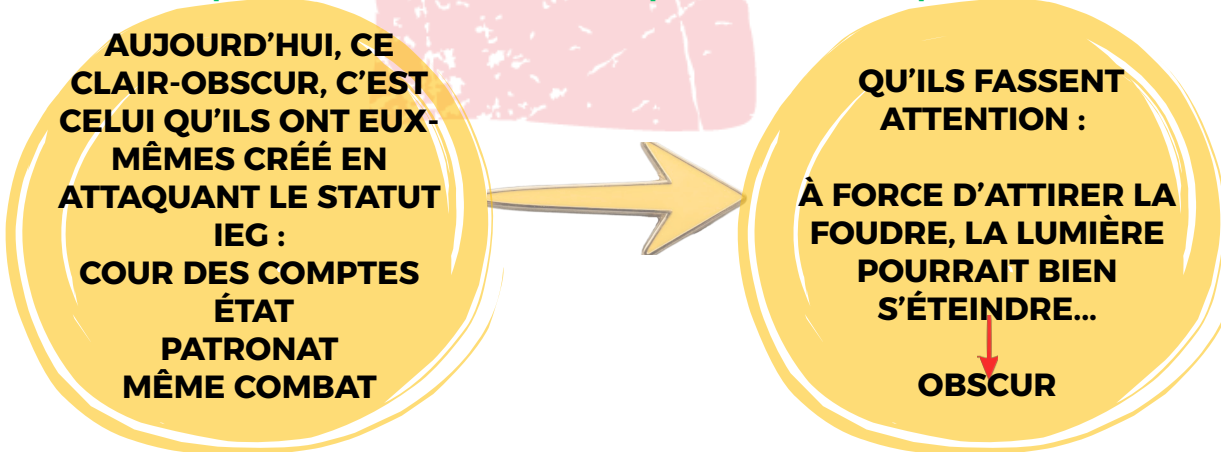
**Alors pourquoi s'acharner sur les agents ?
Pourquoi faire croire que leur droit historique serait la cause des hausses ?**

Le fameux 733 millions d'euros, répété en boucle, correspond uniquement à l'année 2024, année où les prix de l'électricité et du gaz ont explosé sur le marché : Une seule année exceptionnelle. Le coût moyen est de 381 M€, soit 0,6 % du chiffre d'affaires d'EDF donc on est loin du « gouffre financier » brandi par les ministres.

Le Tarif Agent n'est pas un cadeau, il est déclaré, cotisé, imposé : Il rapporte environ 316 M€ aux finances publiques : **C'est un droit, pas un privilège !**

Pendant qu'on pointe les agents du doigt : 90 milliards ont été distribués aux actionnaires depuis 2004.

Les factures explosent à cause du marché européen de l'ENERGIE, pas des salariés !



M
O
B
I
L
I
S
A
T
I
O
N

Sous couvert d'expertise et de bonne gestion, cette Cour des Comptes, reprend les vieilles obsessions patronales :

Casser les salaires,
Supprimer le Tarif Agent

Individualiser la rémunération

Flexibiliser le travail et abolir le
statut des IEG.

À la FNME-CGT

Nous refusons que les agents actifs et inactifs des IEG deviennent la variable d'ajustement budgétaire d'EDF et de l'État.

Nous refusons qu'un rapport technocratique serve de prétexte à une nouvelle offensive contre nos droits.

Nous refusons que le service public de l'énergie soit encore affaibli au nom d'une gestion purement financière.

Mais nous ne nous contentons pas de refuser.

Face à ces vieilles obsessions de casse sociale et de pilotage comptable, **Nous portons** une alternative crédible et finançable :



Le Programme Progressite de l'Énergie



Fondé sur l'intérêt général, la planification, et la maîtrise publique !

Notre réponse est claire : des nationalisations nouvelles, intégrales, démocratiques, permettant de sortir l'énergie des logiques de marché et de garantir durablement les droits des agents, la sécurité du système électrique et l'accès de tous à un service public de qualité.

Nous avons des solutions. Elles existent. Elles sont construites.

Elles sont nécessaires !

Rassemblement devant les sous-préfectures
/ préfectures **le 15 septembre :**

Calais à 10h

Saint-Omer à 10h

Béthune à 10h

Boulogne à 14h

Dunkerque à 14h

Arras à 15h



**M
O
B
I
L
I
S
A
T
I
O
N**